23 mai 2003, Québec

Allocution à l'occasion de l'événement de Pôle Québec-Chaudière-Appalaches de Futurallia

Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les Ministres,

Monsieur le Maire de Québec,

Mesdames et Messieurs les Consuls généraux de la République française,

Mesdames et Messieurs les Députés et Sénateurs,

Distingués invités,

C'est un grand plaisir pour moi de participer à Futurallia Québec 2003. Je voudrais d'abord féliciter l'organisateur de l'événement, PÔLE Québec—Chaudière-Appalaches, pour avoir réussi avec brio la tenue de ce forum international de maillage d'entreprises dans la capitale nationale. Je dois dire que mon plaisir de me trouver parmi vous est d'autant plus vif que je suis accompagné pour la circonstance — ou devrais-je plutôt dire que c'est moi qui l'accompagne — de l'un des inspirateurs de cet événement. Je veux parler, bien sûr, du premier ministre Jean-Pierre Raffarin, qui est présentement en visite officielle au Québec.

D'ailleurs, je soupçonne que le moment de cette visite n'est pas tout à fait le fruit du hasard, car à titre de président du Conseil régional de Poitou-Charentes, M. Raffarin a été parmi les quelques visionnaires qui, à la fin des années 80, ont eu cette idée audacieuse et généreuse d'un forum regroupant des dirigeants de PME issues des régions. Cette idée était fondée sur trois réalités incontournables de l'économie d'aujourd'hui. La première, c'est que la grande majorité des emplois sont créés par des PME. La deuxième, c'est que, dans toutes les parties du monde, les régions recèlent un potentiel extraordinaire de création et de dynamisme qui ne demande qu'à éclore. La troisième, c'est l'importance du maillage des entreprises et des alliances stratégiques pour réussir sur les marchés internationaux. Et j'en ajouterais une quatrième, qui est d'une importance capitale dans une économie mondialisée. Je parle du rôle de tête de pont que peuvent jouer certains pays et territoires. Par exemple, le Québec représente une porte d'entrée de choix pour les entreprises européennes ou asiatiques qui souhaitent s'implanter sur les grands marchés nord-américains.

Comme vous le savez, grâce à l'Accord de libre-échange nord-américain, auquel sont parties le Canada, les États-Unis et le Mexique, une entreprise qui s'installe au Québec se donne accès à un marché de 400 millions de consommateurs. Et très bientôt, lorsque sera créée la Zone de libre-échange des Amériques, cette même entreprise pourra vendre ses produits, libres de douane, de la terre de Baffin à la Terre de Feu.

On se rend compte plus que jamais, aujourd'hui, que Futurallia avait visé juste. Nous en sommes en effet à la huitième présentation de cet événement, qui se tient pour la deuxième fois au Québec, et qui regroupe aujourd'hui plus de 1 200 participants. D'ailleurs, je ne suis

pas peu fier de souligner que c'est dans ma ville natale, à Sherbrooke, que Futurallia a tenu sa première réunion hors de France, il y a trois ans. Je crois aussi que, même s'il réunit aujourd'hui des chefs d'entreprises de plusieurs régions du monde, le succès de Futurallia s'inscrit clairement dans le prolongement des rapports privilégiés qu'entretiennent la France et le Québec.

Depuis plus de 40 ans, nos deux sociétés ont tissé des liens solides, dynamiques et orientés vers le progrès. La force de ces liens n'a jamais faibli, comme en témoignent notamment les missions annuelles des premiers ministres français et québécois menées alternativement en France et au Québec, ainsi que de nombreuses missions ministérielles. Nos relations, d'abord institutionnelles, se sont rapidement élargies pour se tourner vers une foule de secteurs d'activité : l'éducation, la culture, la recherche scientifique et technique, l'environnement et, bien sûr, le développement économique. Si bien qu'aujourd'hui la France figure au quatrième rang de nos clients internationaux et au sixième rang de nos fournisseurs, ce qui témoigne des progrès réalisés au cours des dernières années.

La nature privilégiée de nos échanges est aussi illustrée par le nombre d'entreprises françaises et québécoises qui ont pignon sur rue et investissent de plus en plus, de part et d'autre de l'Atlantique. Plus de 250 filiales d'entreprises françaises, comptant plus de 16 000 employés, font des affaires au Québec. Et, à l'inverse, près de 125 sociétés québécoises employant près de 13 000 personnes sont installées en France. Parmi elles, il y a bien sûr des Axcan Pharma, des Québecor et des Cascades. Mais on compte aussi des entreprises de taille beaucoup plus modeste, comme celles qui sont représentées ici, qui ont su saisir les occasions de se tailler une place de choix sur certains marchés.

Plusieurs de ces PME ont d'ailleurs profité d'ententes franco-québécoises de coopération industrielle, telles que le programme UbiFrance-Québec. D'autres se sont développées dans le sillage des rencontres technologiques France-Québec. D'autres encore ont participé à des missions économiques sectorielles menées aussi bien en France qu'au Québec.

Cela m'amène à vous parler, pendant quelques instants, de la vision du gouvernement que je dirige en matière de développement économique. Le 14 avril dernier, les Québécois nous ont donné un mandat clair de changement. Ils ont tourné la page sur un modèle d'État axé sur le dirigisme et l'interventionnisme en affaires économiques. L'État québécois a certes joué un rôle fondamental dans l'émergence de notre société comme l'une des plus modernes du monde. En particulier, il a présidé à la mise sur pied d'un système d'enseignement public qui permet à tous les Québécois qui le souhaitent d'accéder aux études supérieures. Il a créé un système public de santé qui est non seulement un rempart contre l'injustice, mais qui représente aussi un avantage économique concurrentiel.

L'État québécois continuera de jouer un rôle de premier plan, en particulier à titre de représentant de la seule majorité francophone du continent nord-américain. Mais, aujourd'hui, il doit se repositionner, se décentraliser et se mettre réellement au service de ses citoyens, de leur réussite et de leur prospérité. Cela est particulièrement vrai en matière de développement économique.

Nous sommes convaincus que les Québécois disposent de tous les atouts nécessaires pour raffermir leur position en tant que force économique et culturelle, aussi bien dans les

Amériques qu'ailleurs dans le monde. Dans cette perspective, nous allons faire en sorte que le génie de nos entrepreneurs puisse s'exprimer plus librement, que nos entreprises soient plus concurrentielles et qu'elles puissent générer davantage de richesse.

En bref, nous allons miser sur le goût d'entreprendre. Nous allons recentrer l'activité de l'État sur ses missions essentielles et rediriger les ressources humaines et financières vers les services directs à la population. Nous allons notamment réduire le poids d'un État qui est devenu trop lourd et dont l'organisation est devenue tentaculaire. Nous allons aussi réduire le fardeau fiscal des Québécois, de façon qu'il ne décourage plus l'initiative individuelle et qu'il contribue à rendre notre économie plus concurrentielle et plus propice aux investissements et à la création d'emplois.

Nous allons alléger considérablement les structures administratives et simplifier la réglementation en matière de développement économique, afin de stimuler l'entrepreneuriat. Nous allons également simplifier les multiples programmes d'aide, mesures de soutien et services aux entreprises, et ne conserver que ceux qui sont réellement efficaces. Nous allons aussi investir dans la formation de personnel qualifié afin de faire face efficacement aux besoins de main-d'œuvre des entreprises. En particulier, nous allons adopter des mesures permettant de valoriser la formation professionnelle et technique.

Enfin, nous allons faire confiance aux régions. Nous allons les aider à se prendre en main en fonction de leurs ressources, de leurs priorités et de leur propre vision du développement. À cet égard, je pense que les centaines d'entreprises représentées ici, dans le cadre de Futurallia, témoignent de la capacité des régions de prendre leurs propres décisions, de se développer et de créer de la richesse sans être à la remorque des métropoles. En matière de développement économique, comme dans bien d'autres secteurs, le moteur des décisions doit être avant tout local et régional. Il faut faire confiance aux personnes et aux communautés. Il faut faire confiance à leur attachement à leur coin de pays.

Il ne s'agit pas de laisser les gens à eux-mêmes. Il s'agit de leur donner les pouvoirs de décision, les responsabilités, les ressources et les outils nécessaires pour effectuer, gérer et assumer leurs choix. C'est un partenariat responsable, qui repose sur un partage de responsabilités : des citoyens qui ont les ressources pour pleinement participer à la prospérité du Québec et un gouvernement qui assume pleinement ses responsabilités dans les domaines qui relèvent de sa compétence, comme la santé et l'éducation. La décentralisation sera au cœur de nos préoccupations et de notre action. Les élus locaux, les organismes locaux et régionaux seront donc des acteurs clés, des partenaires de premier plan de mon gouvernement dans nos initiatives de développement économique.

Notre objectif est simple : nous voulons affranchir les entreprises du Québec des contraintes fiscales et des entraves administratives, afin qu'elles puissent atteindre leur plein potentiel de développement. Nous voulons que les Québécois prennent la place qui leur revient dans la société mondialisée. Nous voulons que le succès du Québec se mesure non pas au nombre de ses sociétés d'État, mais plutôt à la réussite de ses citoyens et de ses entreprises. Les entrepreneurs du Québec sont pleins de ressources. Ils sont audacieux, dynamiques et persévérants. Ils sont devenus des chefs de file mondiaux dans des secteurs de pointe tels que les biotechnologies, la recherche pharmaceutique, l'aérospatiale et les technologies de l'information.

Les entreprises québécoises ont beaucoup à apporter à leurs partenaires d'ici et d'ailleurs : une expertise de choix dans des secteurs de haute technologie; une main-d'œuvre de qualité, bien formée, bilingue et même souvent trilingue; une connaissance intime des marchés nord-américains. Je suis persuadé que, depuis trois jours, les entrepreneurs présents ici ont eu largement l'occasion de se rendre compte de leur valeur exceptionnelle.

Et je suis persuadé aussi qu'au cours des prochaines années, leurs succès et leur contribution à celui de leurs partenaires seront encore plus marquants. La coopération économique France-Québec constitue l'une des clés du succès des PME à l'étranger, et l'expérience française de la décentralisation peut constituer pour le Québec une source d'inspiration.

En ce sens, un événement à caractère international comme Futurallia contribue à faire du Québec un pôle de développement économique de premier plan.

Je vous remercie.